

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Band: 3 (1885)
Heft: 41

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 9. April — Berne, le 9 Avril — Berna, li 9 Aprile

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 6. (halbj. Fr. 3). — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen. Abonnement annuel Fr. 6. (Fr. 3 pour six mois). — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne. Prezzo delle associazioni Fr. 6. (Fr. 3 per semestre). — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes.

Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

Aufforderung.

Herr Regierungsrath Gobat in Bern, Inhaber der Aktie Nr. 30271 der Jura-Bern-Luzern-Bahngesellschaft in Bern, stellte an den unterzeichneten Richter das Gesuch, um Einleitung des Amortisationsverfahrens bezüglich des zu dieser Aktie gehörenden, aber verloren gegangenen Couponsbogens.

Gestützt auf dieses Gesuch und Art. 851 O.-R. wird anmit der unbekannte Inhaber dieses Papiertes aufgefordert, dasselbe binnen einer Frist von 3 Jahren, vom Tage der ersten Erscheinung dieser Aufforderung im Schweiz. Handelsamtsblatt an gerechnet, der unterzeichneten Amtsstelle vorzulegen, unter Androhung der Amortisation im Unterlassungsfalle.

Diese Bekanntmachung hat 3 Mal im Schweizerischen Handelsamtsblatt zu erscheinen.

Amthaus Bern, den 28. März 1885.

Der Gerichtspräsident:
Thormann.

2

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce —
Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

NB. Für die auf Löschungen bezüglichen Publikationen wird Kursivschrift verwendet. — Les publications concernant des radiations sont faites en caractères italiques. — Quelle pubblicazioni che risguardano le cancellazioni sono stampate in lettere corsive.

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1885. 1. April. Inhaber der Firma **Friedr. Gut** in Zürich ist Friedrich Gut von Volketswil, wohnhaft in Zürich. Natur des Geschäftes: Garnhandlung, Fabrikation und Handel in Bonmeterwaaren. Geschäftslokal: Usterstraße 7.

1. April. In Firma **Zuppinger Siber & Co** in Zürich ist der Kollektivgesellschaftler Leopold Zuppinger nunmehr ebenfalls zur Vertretung der Gesellschaft befugt.

1. April. Die Firma **S. Kisling** in Zürich erteilt Prokura an Richard Kisling von und in Zürich.

1. April. Die Firma **Christinger & Beer** in Ottenbach hat ihr Domizil nach Rorschach, Kt. St. Gallen, verlegt, und ist sie daher im Handelsregister des Kantons Zürich gestrichen worden.

1. April. Die Firma „**H. Hungerbühler**“ in Zürich ist erloschen. Konrad Hungerbühler von und in Zürich führt das Geschäft (Wein- und Kolonialwarenhandlung) unter der neuen Firma **C^a Hungerbühler** in Zürich fort. Geschäftslokal: Niederdorfstraße 51.

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Bern.

1885. 2. April. Die Firma **Frau M. Gehrig** in Bern ist in Folge Verzichts der Inhaberin erloschen.

Bureau de Courtelary.

4 avril. Il a été fondé, antérieurement au premier janvier 1883, une association ayant son siège à St-Imier, du genre de celles qui sont mentionnées aux articles 678 et suivants du Code fédéral des obligations. Elle existe sous la dénomination de **Société mutuelle de St-Imier** et a pour but d'assurer des secours à ses membres en cas de maladie, comme aussi de venir en aide aux pauvres, plus spécialement aux enfants des écoles et de faciliter aux jeunes gens leur apprentissage professionnel, en leur allouant des ressources financières. La société est régie par des

statuts qui ont été modifiés et approuvés en assemblée générale extraordinaire, convoquée à cet effet le premier février 1885. Celui qui demande son admission dans la société doit être domicilié dans le district de Courtelary, être âgé de 17 ans au moins et de 50 ans au plus. Il doit payer une finance d'entrée de fr. 6. 50 à fr. 10, suivant l'âge, et une cotisation mensuelle de 80 centimes. Les membres qui viendraient à quitter le district de Courtelary pour fixer leur domicile dans une localité quelconque de la Suisse, pourront continuer d'en faire partie. Les femmes de sociétaires seront aussi admises dans la société. Il est alloué aux sociétaires malades une indemnité de deux francs par jour pendant cinquante jours consécutifs; puis, après un intervalle de deux mois, durant lesquels l'indemnité est retirée, elle est continuée d'être versée au malade pour une nouvelle période de cinquante jours et ainsi de suite. Le sociétaire perd ses droits aux secours, lorsque la maladie est due à l'ivrognerie ou à d'autres vices ou excès prévus par les statuts, ainsi que lorsqu'il est constaté que le malade a voulu abuser de la société ou qu'il n'a pas réglé sa mise d'entrée, ses cotisations échues et les amendes encourues. La finance d'entrée, les cotisations mensuelles et l'indemnité journalière revenant aux malades pourront être augmentées ou diminuées, par décision d'une assemblée générale et à la majorité des deux tiers des membres présents. Pour se retirer de la société, il suffira d'en adresser la demande écrite au président ou au comité d'administration; toutefois cette demande n'aura d'effet qu'à partir de l'expiration du mois dans lequel elle aura été remise; et les droits du sociétaire sortant sur l'actif social, demeureront acquis à la société. Tout membre qui se rendrait coupable d'un crime emportant une peine infamante, celui qui serait reconnu coupable de fraude envers la société ou qui contreviendrait aux statuts, sera exclu de la société par le comité. Il en sera de même pour celui qui se trouverait en retard de plus de trois mois consécutifs dans le paiement de ses cotisations et des amendes prononcées contre lui, après une mise en demeure restée infructueuse. Les organes de la société sont: 1° l'assemblée générale et 2° le comité d'administration qui est composé d'un président, un vice-président, un secrétaire, un caissier et de cinq autres membres. Les fonctions de secrétaire et de caissier peuvent être cumulées. Ce comité s'adjoint, pour éviter les abus, une commission de surveillance de douze membres, qui est chargée de visiter les malades et de renseigner l'administration. Une assemblée générale ordinaire a lieu le 25 décembre de chaque année, à laquelle il est procédé entre autres au renouvellement du comité dont les membres sont immédiatement rééligibles. Des assemblées extraordinaires pourront être convoquées toutes les fois que le comité le jugera nécessaire et utile dans l'intérêt de la société. Les convocations seront faites par cartes adressées aux sociétaires au moins trois jours d'avance. Le président et le secrétaire signent toutes les pièces et documents qui émanent de l'assemblée générale ou du comité et engagent la société vis-à-vis des tiers. Le président délivre des bons pour toutes les dépenses. Le caissier boucle ses comptes et le comité, après examen, les remet aux vérificateurs pour rapport; puis les soumet à l'approbation de l'assemblée générale de décembre. La dissolution de la société ne pourra avoir lieu qu'ensuite de décision prise à la majorité des trois quarts de tous les membres de la société. En cas de dissolution, l'actif net reviendra aux fonds d'écoles de St-Imier, dans la proportion des trois quarts et à l'hôpital du district de Courtelary, pour le surplus. Les membres actuels du comité sont: MM. Bertrand Eberhard, fabricant d'horlogerie, président; Fritz Houriet, remonteur, vice-président; Edouard Bioley, mécanicien, secrétaire; Fritz Balmer, horloger, caissier; Samuel Wild, instituteur; Jacob Wirth, restaurateur; Philippe Félahime, horloger; Edouard Monnier, horloger, et Ulysse Montandon, mécanicien, demeurant tous à St-Imier.

Bureau Langnau (Bezirk Signau).

4. April. Unter dem Namen **Verein für Weidencultur & Korbflechtereie des Amtes Signau** bildete sich mit Sitz in Langnau ein Verein zum Zwecke: Zur Vermehrung der Arbeits- und Verdienstquellen, überhaupt zur Förderung des materiellen Wohlstandes die Weidenkultur in den Gemeinden des Amtes Signau einzuführen, sowie auch der Einführung der Korbflechtereie nach Möglichkeit Vorschub zu leisten. Datum der Statuten:

8. März 1885. Mitglied des Vereins kann Jedermann werden, der sich durch seine Unterschrift zur Einbezahlung eines Beitrages von wenigstens Fr. 5 verpflichtet. Der Vorstand des Vereins besteht aus einem Präsidenten, einem Sekretär, einem Kassier und zwei Beisitzern; die Führung der Vereinsunterschrift steht dem Präsidenten und Sekretär zu. Die Publikationen des Vereins erfolgen durch schriftliche Mittheilungen an die Mitglieder oder Einrückung im Amtsanzeiger. Bei Auflösung des Vereins erhalten diejenigen Mitglieder, welche es verlangen, die eingezahlten Beiträge zurück; die nicht reklamirten Beiträge und ein allfälliger Reservefond sind zu einem gemeinnützigen Zwecke zu verwenden. Eine Haftbarkeit der Mitglieder über die eingezahlten Beiträge hinaus ist ausgeschlossen. Derzeitiger Vereinspräsident ist: Carl Zürcher, Fabrikbesitzer, und Sekretär: Leuenberger, Gerichtsschreiber, beide in Langnau.

Bureau de Moutier.

31 mars. Emile Carnal, fils de Pierre Frédéric, originaire de Souboz, et Célestin Clerc, fils de feu Joseph, originaire de Mornaz (Haute-Savoie), les deux domiciliés à Souboz, district de Moutier, ont constitué, sous la raison sociale **Clerc et Carnal**, une société en nom collectif dont le siège est à Souboz et qui a commencé ses opérations le premier mars 1885. La société est représentée par les deux associés qui ont séparément la signature sociale. Genre de commerce: Fabrication d'horlogerie.

31 mars. Jules Brand et Paul Brand, fils de Jean, les deux originaires de Ursenbach, domiciliés à Tavannes, ont constitué, sous la raison sociale **Brand, frères**, une société en nom collectif dont le siège est à Tavannes et qui commencera ses opérations à partir du premier avril mil huit cent quatre-vingt-cinq. La société est représentée par les deux associés qui ont séparément la signature sociale. Genre de commerce: Commerce de blés, farines, sons, maïs et bois.

Bureau de Porrentruy.

1^{er} avril. Le chef de la maison **Olivier Prongué**, à Bux, est Olivier Prongué, originaire de Bux, y domicilié. Genre de commerce: Fabrication de pierres fines d'horlogerie. Commencé le premier novembre 1883.

2 avril. Le chef de la maison **A. Daguonet**, à Damvant, est Alexandre Daguonet, originaire de Boussey, Loire-inférieure (France), domicilié à Damvant. Genre de commerce: Fabrication de pierres fines d'horlogerie. Commencé le premier janvier 1884.

Bureau Wimmis (Bezirk Niedersimmenthal).

2. April. Unter der Firma **Käseereigesellschaft Reutigen** haben sich mit Sitz in Reutigen die Aktionäre der bisherigen Gesellschaft auf dem Wege der Statutenrevision als Genossenschaft konstituiert. Die Dauer dieser Genossenschaft ist unbegrenzt. Sie hat zum Zwecke bestmögliche Verwerthung der Milch. Neue Mitglieder können gegen eine pränumerando zu entrichtende und jeweilen nach Maßgabe des reinen Vermögens zu bestimmende Einkaufssumme mit einem Stimmenmehr von $\frac{2}{3}$ aller Genossenschafter durch die Generalversammlung aufgenommen werden. Außerdem liegt es in der Kompetenz der letztern, bloße Milchlieferanten aufzunehmen. Der Austritt aus der Genossenschaft steht unter Beobachtung der gesetzlichen Kündigungsfrist frei, jedoch ist der ausscheidende Genossenschafter nicht berechtigt, vor Auflösung der Gesellschaft die Auszahlung seines Antheils zu verlangen. Die Mitgliedschaft erlischt nicht durch den Tod eines Genossenschafers, sondern es treten die Erben an dessen Platz. Auch durch einfache Abtretung kann die Mitgliedschaft erworben werden, unter Vorbehalt des der Genossenschaft zugesicherten Rückerwerbsrechts. Das Vermögen besteht aus dem Käseereigebäude mit Platz und Umschung, geschätzt für Fr. 7160, zu Reutigen, und einem Betriebsmobiliar. Bis zur Tilgung eines früher kontrahirten Darlehns von Fr. 3000 hat jeder Genossenschafter soviel einzubezahlen, als er auf seiner bisherigen Aktie von Fr. 175 noch schuldig ist. Die alsdann zur gänzlichen Amortisation dieser Schuld, sowie zur Bestreitung der Reparaturen, Steuern etc. notwendigen Beiträge werden von der Generalversammlung mit $\frac{2}{3}$ Mehrheit bestimmt. Die persönliche Haftbarkeit der Genossenschafter ist ausgeschlossen; für die Verpflichtungen der Genossenschaft haftet einzig ihr Vermögen. Gewinn wird nicht beabsichtigt. Organe der Genossenschaft sind: Die Generalversammlung, der Vorstand und die Verwaltungskommission. Der Vorstand besteht aus dem Präsidenten und dem Sekretär, vertritt die Genossenschaft im Verkehr mit dritten Personen und vor Gericht und führt kollektiv die verbindliche Unterschrift. Präsident ist gegenwärtig: Robert Kernen, Gemeinderathspräsident, und Sekretär: Friedr. Streun, Lehrer, beide zu Reutigen.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1885. 28. März. Die Aktiengesellschaft **Gesellschaft des Hôtel Rigi First** in Luzern hat die Fortsetzung der Gesellschaft auf weitere fünf Jahre vom 31. Dezember 1885 an beschlossen. **Leodegar Coraggioni**, Bankdirektor in Luzern, ist als Präsident und Verwaltungsrath zurückgetreten. Der ergänzte Verwaltungsrath besteht aus folgenden sieben Mitgliedern: J. Hodel in Luzern, Präsident; Albert Schobinger in Luzern, Vizepräsident; Rud. Kaufmann in Basel; G. Bury in Bern; Alb. Mägis in Zofingen; J. J. Pfau in Aarau; Carl Lüscher in Basel.

Kanton Zug — Canton de Zoug — Cantone di Zugo

1885. 1. April. Wittwe Verena Moos geb. Lutiger und deren Sohn Franz Moos, beide von und in Zug, haben unter der Firma **W^o Moos & Sohn** in Zug eine Kollektivgesellschaft gegründet, die seit 1875 besteht. Natur des Geschäftes: Bett-, Möbel- und Ellenwaarenhandlung.

1. April. Die Firma **Andr. Iten**, Mehlhandlung in Unterägeri (veröffentlicht im Handelsamtsblatt Nr. 13 vom 5. Februar 1883) ist in Folge Todes des Inhabers erloschen.

1. April. Die Firma **J. Steiner**, Weinhandlung in Baar (veröffentlicht in Nr. 122 des Handelsamtsblattes vom 29. September 1883) ist in Folge Wegzugs des Inhabers erloschen.

Kanton Solothurn — Canton de Soleure — Cantone di Soletta

Bureau Olten.

1885. 16. März. Die freie **Römisch katholische Genossenschaft Olten** ist ein Verein mit Sitz in Olten, welcher die Ausübung und Unterhaltung des römisch-katholischen Kultus daselbst zum Zwecke hat. Sie wird durch einen Vorstand von 9 Mitgliedern geleitet, welcher sie nach Außen rechtsverbindlich vertritt. Der Pfarrer ist von Amtes wegen Mitglied des Vorstandes. Präsident und Aktuar führen im schriftlichen Verkehr gemeinsam die rechtsverbindliche Unterschrift für den Verein und den Vorstand. Die Ausgaben werden bestritten aus den jährlichen freiwilligen Beiträgen der Gläubigen, aus den während des Gottesdienstes in der Kirche gemachten Sammlungen, aus den Gaben und Almosen der Wohlthäter und, wenn durchaus erforderlich, aus Kapitalzinsen. Für die Verbindlichkeiten des Vereins haftet nur das Vereinsvermögen und es ist jede Haftbarkeit der einzelnen Mitglieder ausgeschlossen. Der Kassier bezahlt die Rechnungen, welche ihm durch den Präsidenten zur Zahlung angewiesen werden. Für Anweisungen bei Ausgaben über Fr. 30 ist Genehmigung des Vorstandes erforderlich, in dessen Kompetenz einmalige Ausgaben bis auf Fr. 300 fallen. Mitglieder des Vorstandes sind die Herren: Christian Borner, Präsident; Albert Strub, Kassier; Albert Büttiker, Aktuar; Dionis Biedermann; Carl Büttiker; Emil Müller; Johann Reinhardt; Adolf Wirz, und Josef Jecker, Pfarrer.

Basel-Stadt — Bâle-ville — Basilea-Città

1885. 31. März. Leopold Levy von Delle (Frankreich), Gabriel Levy von Hegenheim (Elsaß), Albert Levy von Hegenheim und Benjamin Levy von Känerkinden (Baselland) (alle Söhne des Simon Levy von Biotzheim, wohnhaft in Hegenheim, Elsaß), alle wohnhaft in Basel, haben unter der Firma **Levy fils** in Basel eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. April 1885 beginnt. Natur des Geschäftes: Beleuchtungs- und Hohlglasartikel. Geschäftslokal: Holbeinstrasse 118.

2. April. Inhaber der Firma **Julius Meck** in Basel ist Julius Meck von und in Basel. Natur des Geschäftes: Cigarren- und Spezereihandlung. Geschäftslokal: Bahnhofstrasse 15.

Baselland — Bâle-campagne — Basilea-Campagna

1885. 2. April. Die Generalversammlung der Aktionäre der **Spar- & Leihkasse Sissach** hat an Stelle des zurücktretenden Adam Oberer, Messerschmied, zum Präsidenten des Verwaltungsraths ernannt Christoph Wirz, Bierbrauer, Landraih, von und in Sissach; zum Vizepräsidenten Jakob Weber-Oberer in Sissach. Bei diesem Anlasse wird der Publikation vom 2. März 1883 (siehe Handelsamtsblatt vom gleichen Datum) ergänzungsweise beigelegt, daß nach den Gesellschaftsstatuten die zur Ausgabe gelangenden Titel (Obligationen), Sparkassa- und Conto-Correntbüchlein gemeinschaftlich vom Präsidenten des Verwaltungsraths, der in Verhinderungs-fällen durch den Vizepräsidenten ersetzt wird, und dem Verwalter müssen unterzeichnet sein.

Kanton Schaffhausen — Canton de Schaffhouse — Cantone di Sciaffusa

1885. 2. April. Die Firma **J. Spahn, Hauptagent der Magdeburger Lebensversicherungs-Gesellschaft in Magdeburg** in Schaffhausen (in das Handelsregister eingetragen am 17. Mai 1884 und publizirt im Schweizer. Handelsamtsblatt vom 21. Mai 1884) ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

2. April. Inhaber der Firma **Franz Müller, Sohn** in Schaffhausen ist Franz Müller, Sohn, von Schaffhausen, wohnhaft in Schaffhausen. Natur des Geschäftes: Weinhandel und Hauptagentur der Magdeburger Lebensversicherungs-Gesellschaft in Magdeburg. Geschäftslokal: Bahnhofstrasse « zum Mohren ».

2. April. Inhaberin der Firma **Frau Flachmüller-Siegrist** in Stein a./R. ist Frau Selma Flachmüller Siegrist von Rikenbach (Zürich), wohnhaft auf Schloß Hohenklingen bei Stein a./R., mit ausdrücklicher Zustimmung ihres Ehemannes J. Flachmüller-Siegrist. Natur des Geschäftes: Kuranstalt. Geschäftslokal: Schloß Hohenklingen bei Stein a. R.

Appenzel A.-Rh. — Appenzel-Rh. ext. — Appenzello est.

1885. 2. April. Kassier J. U. Eisenhut von Gais, in Herisau, ist aus der **Bank für Appenzel A.-Rh.** (s. Schweiz. Handelsamtsblatt 1883, Nr. 77, S. 614) ausgetreten und in Folge dessen seine Unterschrift per Procura mit 31. März erloschen. Die Bank für Appenzel A.-Rh. ertheilt die Unterschrift per Procura an Julius Oesch von Balgach, wohnhaft in Herisau.

4. April. Inhaber der Firma **Adolf Hohl** in Speicher ist Adolf Hohl von Wolfhalden, wohnhaft in Speicher. Natur des Geschäftes: Fabrikation von mechanischen Stickerereien. Geschäftslokal: Schupfen Nr. 86.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau Bütschwil (Bezirk Altgotgenburg).

1885. 2. April. Inhaber der Firma **J. Rutz** in Bütschwil ist Johann Rutz von Degersheim, wohnhaft in Bütschwil. Natur des Geschäftes: Manufakturwaarenhandlung.

Bureau St. Gallen.

2. April. Die Firma **Th. Wirth & C^o** in St. Gallen ertheilt Prokura an Karl Lawinski von Schwerin, in St. Gallen.

2. April. Inhaber der Firma **Theilheimer-Dorville** in St. Gallen ist Josef Theilheimer-Dorville von Ravensburg, in St. Gallen. Natur des Geschäftes: Agenturen. Geschäftslokal: Unterer Graben 5.

Kanton Graubünden — Canton des Grisons — Cantone dei Grigioni

1885. 4. April. Die **Kollektivgesellschaft J. & P. Morell** in Chur hat sich aufgelöst; die Liquidation wird durch den Gesellschafter Peter Morell besorgt.

4. April. Die Firma **J. Jörimann** in Chur ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

Kanton Thurgau — Canton de Thurgovie — Cantone di Turgovia

1885. 2. April. Inhaber der Firma **J. Wyler** in Tägerweilen ist Josua Wyler von und in Tägerweilen. Natur des Geschäftes: Eisenwaaren-handlung.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Lausanne.

1885. 31 mars. La société en nom collectif „**J. D. Rosenberger & fils**“, à Lausanne, est dissoute à partir du 15 mars courant. Oscar Rosenberger, de Lausanne, y domicilié, a repris sous la raison **Oscar Rosenberger**, à Lausanne, la suite des affaires soit l'actif et le passif de la société dissoute. Genre de commerce: Fers et quincaillerie. Magasin: Rue Mercerie, n° 22.

31 mars. Le chef de la maison **Ch. Lefebvre**, à Lausanne, est Charles Benjamin François Lefebvre, d'Arras (département du Pas-de-Calais), domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Vins et liqueurs à la commission. Rue du Pont, 20, à Lausanne.

Bureau du Sentier (district de la Vallée).

2 avril. Société en nom collectif. Sous la raison **Meylan & Simond**, au Brassus, Campe, Henri-Victor fils de feu Henri-Daniel Meylan et Louis-François Simond fils de défunt Pierre-Louis, l'un et l'autre bourgeois du Chenit et domiciliés au Campe, près le Brassus, ont formé une société en nom collectif à partir du 1^{er} janvier 1885 et ayant son siège au Campe, Brassus. Genre de commerce: Fabrication et vente de carrosses; tuilerie et briqueterie. Chaque associé possède la signature sociale.

Bureau d'Oron-la-Ville.

2 avril. La raison **Vve Michot-Lambelet**, à Oron-la-Ville, est éteinte ensuite de renonciation de la titulaire.

2 avril. Le chef de la maison **Charles Jan**, à Oron-la-Ville, successeur de V^{re} Michot-Lambelet, au même lieu, est à partir d'aujourd'hui Charles Jan, de Chatillens, domicilié au dit Oron-la-Ville. M^r Jan est expressément autorisé par l'auteur de l'ancienne maison V^{re} Michot-Lambelet à se servir de cette raison comme adjonction. Genre de commerce: Epicerie, quincaillerie, charcuterie, ferronnerie, tabacs et cigares.

2 avril. La maison V^{re} Michot-Lambelet, à Oron-la-Ville, révoque la procuration donnée à Charles Jan.

Kanton Neuchâtel — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Bureau de la Chaux-de-Fonds.

1885. 31 mars. La société en nom collectif **Félic & Dürr**, à la Chaux-de-Fonds, inscrite au registre du commerce et publiée le 9 octobre 1884 dans le n° 81 de la Feuille officielle du commerce, s'est dissoute ensuite de renonciation des titulaires; les associés en opèrent eux-mêmes la liquidation.

31 mars. **Emile Frédéric Guyot** s'est retiré de la société en nom collectif existant à la Chaux-de-Fonds sous la raison sociale „**Emile Guyot & C^{ie}**“, publiée le 7 mars 1885 dans le n° 28 de la Feuille officielle suisse du commerce. La dite raison sociale est ainsi éteinte. Les autres associés, Jules Deligny Coquard, de Vilers-le-Lac, département du Doubs (France), et Fritz Louis Zurbuchen, de Habkern, canton de Berne, continuent la société en nom collectif sous la raison sociale **Jules Coquard & Zurbuchen**.

2 avril. Sous la dénomination de **La Sociale**, une association s'est formée à la Chaux-de-Fonds dans le but d'exploiter un atelier de montage de boîtes de montres en or. Pour devenir sociétaire, il faut en faire la demande écrite à la direction et une fois l'admission prononcée par l'assemblée générale, verser une mise en fonds de deux mille francs, égale à celle payée par les sociétaires fondateurs. Aussi longtemps que la dissolution de l'association n'est pas décidée, la sortie peut avoir lieu pour la fin d'un exercice annuel, moyennant donner un avis écrit à la direction au moins trois mois à l'avance. Les organes de l'association sont l'assemblée générale, la direction et le comité de surveillance. La direction représente l'association en justice et dans ses rapports avec les tiers; elle se compose de deux sociétaires qui sont actuellement: Albert Bourquin et Charles Ali Robert, qui seuls ont individuellement le pouvoir d'engager l'association par leur signature personnelle, précédée de la raison sociale. Sur les bénéfices faits par l'association, un dividende de quatre pour cent l'an est distribué aux sociétaires sur le montant de leur mise en fonds; l'excédent de ces bénéfices est porté en augmentation du fonds de réserve qui servira en premier lieu à couvrir les pertes éventuelles de l'association. Les engagements de l'association sont uniquement garantis par ses biens; les sociétaires ne pourront être individuellement poursuivis pour les dettes de l'association. Ils sont exonérés de toute responsabilité personnelle. Albert Bourquin et Charles Ali Robert sont domiciliés à la Chaux-de-Fonds. Les ateliers de l'association sont Rue de la Demoiselle, n° 36^a.

Bureau de Neuchâtel.

1^{er} avril. Sous la dénomination de **La Paternelle** il a été constitué une association ayant pour but de pensionner jusqu'à leur majorité légale les enfants de ses membres décédés. Cette institution est entrée en vigueur le 10 mars 1885, suivant statuts de même date discutés et admis dans une assemblée générale d'adhérents qui a eu lieu le même jour. Son siège est à Neuchâtel. Sa durée n'est pas limitée et la dissolution ne pourra être prononcée qu'en assemblée générale et par les trois quarts des membres sociétaires. Peut devenir membre de la société, tout homme remplissant les conditions suivantes: 1° être âgé de moins de 45 ans; 2° être proposé par un membre de la société; 3° présenter des garanties suffisantes de moralité; 4° jouir d'un bon état de santé. Peuvent également devenir membres de la société, les veuves qui remplissent les conditions ci-dessus et dont les enfants ne sont pas déjà pensionnés par la société. Pendant la première année d'existence de la société, la limite d'âge prévue ci-dessus est portée à 50 ans. Pendant cette première année, exceptionnellement, il pourra en outre être reçu jusqu'à l'âge de 55 ans, des membres qui s'engageraient à payer, au moment de leur admission, toutes les cotisations mensuelles qu'ils auraient versées à partir de 50 ans, s'ils étaient entrés à cet âge dans la société. L'assemblée générale peut conférer le titre de membre honoraire à des personnes qui auraient rendu ou qui rendraient des services à la société par des dons, cotisations régulières ou autrement, tout en renonçant aux pensions et à l'actif de la société. Les

droits que confère la qualité de membre de la société ne sont acquis qu'après un noviciat de six mois. Tout sociétaire a le droit de se retirer de l'association, moyennant un avertissement donné par écrit au comité. Tout membre en retard de trois mois dans le paiement de ses cotisations et de ses amendes, reçoit un avertissement du comité. S'il ne s'acquitte pas dans les trois mois suivants, ou s'il ne fournit pas d'excuse valable, il est rayé du rôle des membres de la société. Chaque membre est tenu de faire inscrire tous ses enfants mineurs, ainsi que ceux qui lui naîtront depuis son admission. La cotisation mensuelle est de cinquante centimes par inscription; la contribution d'entrée est fixée par l'assemblée générale. Le capital de la société comprend: a. un fonds disponible; b. un fonds de réserve. La pension annuelle à servir aux orphelins et dont le chiffre sera fixé chaque année par l'assemblée générale, sera prélevée sur le fonds disponible. Il ne pourra être prélevé aucune somme sur le fonds de réserve pendant les dix premières années d'existence de la société. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle, quant aux engagements de l'association qui ne sont uniquement garantis que par le capital social. L'institution est représentée par un comité de sept membres, nommés pour trois ans, renouvelés chaque année par série et rééligibles. L'expédition des affaires et l'exécution des décisions prises ont lieu par les soins de ce comité dont les membres actuels sont: MM. C. Russ-Suchard, président, C. Barbey, vice-président, Alfred-Louis Jacot, secrétaire, A. Ferrier-Guinhard, caissier, G. de Montmolin, A. Béguin-Bourquin, A.-Ed. Juvet, tous domiciliés à Neuchâtel. Sont autorisés à signer au nom du comité: le président, le vice-président, le secrétaire et le caissier. L'assemblée générale des sociétaires est convoquée par les soins du comité, au moyen d'insertions dans la Feuille officielle du canton de Neuchâtel.

Kanton Genéve — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1885. 1^{er} avril. Sous la dénomination de **Société de Lecture** il existe, à Genève, une société ayant pour but: 1° De fournir aux sociétaires la lecture régulière des journaux politiques et des ouvrages périodiques relatifs aux arts, aux sciences et aux lettres publiés dans les principales langues de l'Europe. 2° De former une bibliothèque à laquelle les sociétaires puissent avoir un accès journalier, et dont ils puissent obtenir les livres pour la lecture à domicile. 3° De contribuer à l'agrément des étrangers en les recevant, soit comme visiteurs présentés par un membre, soit comme sociétaires. 4° D'opérer un rapprochement habituel entre les personnes qui cultivent les lettres, les sciences et les arts. Les statuts de la société ont été votés le 28 janvier 1871, et modifiés par décisions des assemblées générales du 9 décembre 1878 et du 28 janvier 1885. Pour devenir membre de la société, il faut être âgé d'au moins dix-huit ans accomplis et présenté par deux membres de la société. Tout membre qui veut se retirer de la société doit en prévenir le comité par écrit. Tout sociétaire qui laisse écouler six mois sans payer sa contribution est considéré au bout de ce terme comme ne faisant plus partie de la société. Dans certains cas et suivant les formes prévues par l'article 30 des statuts, l'assemblée générale peut prononcer l'exclusion d'un des membres de la société. La contribution annuelle de chaque sociétaire est de soixante-quinze francs payables d'avance. Les sociétaires âgés de moins de vingt-quatre ans paient cinquante francs seulement. La société est administrée par un comité d'au moins neuf membres élus pour trois ans et renouvelés par tiers chaque année. Un avis affiché dans les salles annonce, une semaine avant l'assemblée générale, le jour et l'objet de la convocation. Pour les actes à passer au nom de la société, le comité pourra spécialement déléguer deux de ses membres et les autoriser à les signer en son nom. Le montant des souscriptions annuelles doit être exclusivement employé à l'achat de journaux et de livres, après le prélèvement des dépenses générales de la société. Dans le cas de dissolution, tous les livres, gravures, cartes, journaux et autres objets mobiliers que possède la société, seront remis à la bibliothèque publique de la ville de Genève. Toutefois le sociétaire qui aurait donné à la société quelque ouvrage, pourra le retirer dans le mois qui suivra la dissolution s'il s'en est réservé la faculté en faisant le don. Les statuts ne renferment aucune disposition relative à la responsabilité personnelle des membres de la société. Le comité actuel se compose des suivants: Marc Cramer, président; Louis Pictet, vice-président; Théodore Lullin, trésorier; Auguste Blondel, secrétaire; Albert Rilliet; Adolphe Tschumy; Edouard Favre; Théodore Claparède; Henri Picot; Camille Ferrier; Adolphe Gautier; Ernest Martin, tous domiciliés à Genève.

1^{er} avril. La société en commandite **C. Plomb & Co** (commerce de musique et instruments), à Genève, a pris fin dès le seize février 1885, par l'expiration du temps pour lequel elle avait été contractée. L'associé gérant Charles Plomb, domicilié à Genève, reste seul chargé de tous les comptes.

1^{er} avril. Le chef de la maison **Kienzli, Henri**, à Genève, est Henri Kienzli, de Oberbaldingen (duché de Bade), domicilié aux Pâquis. Genre d'industrie: Fabricant de voitures. Ateliers et bureau: Rue de l'École, 9.

2 avril. Le chef de la maison **J. Suner**, à Genève, commencée le quinze mars 1885, est Joaquin Suner, dit Sougnier, de Castella-Gérone (Espagne), domicilié à Genève. Genre de commerce: Fabrique de bouchons. Commerce de lièges en planches. Bureau: 3, Rue Grenus.

4 avril. Les suivants: Auguste Monnard, de Carouge, et Gabriel Bérard, de Valence (France), tous deux domiciliés à Carouge, ont constitué au dit lieu et sous la raison sociale **A. Monnard fils et Bérard**, une société en nom collectif qui a commencé le premier avril 1885 et dont ils sont seuls gérants et dans laquelle ils ont tous deux la signature sociale. Genre de commerce: Fabrique de colle et gélatine. Bureaux: Ile de Pesay (près Carouge).

4 avril. La maison **Charles Fischer**, à Genève (inscrite au registre de cette ville et publiée dans la Feuille officielle suisse du commerce de 1883, page 204), et dont les chefs associés en nom collectif sont: Charles Fischer et Edouard Gétaz, tous deux de Genève et y domiciliés, modifient la teneur de leur inscription, en ce qui concerne le siège de leur commerce, en lui donnant pour extension la fondation, dès le premier mars 1885, d'une succursale à Mannheim (Grand-Duché de Bade), sous la même raison sociale et pour le même genre d'affaires, savoir: Agence de transports internationaux.

**Schweizerische Fabrik- und Handelsmarken.
Marques suisses de fabrique et de commerce.**

Vom eidg. Markenamt vollzogene Eintragungen:
Enregistrements effectués par le Bureau fédéral des marques:

Le 2 avril 1885, à cinq heures après-midi.
No 1355.

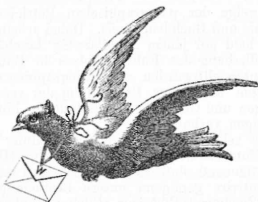
Georges Favre-Jacot, fabricant,
Billodes-Loele.



Horlogerie.

Den 8. April 1885, 11 Uhr Vormittags.
No 1356.

Fr. Wagner Erben, Fabrikanten,
Zürich.



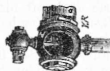
Briefcouverts und andere Produkte ihrer Fabrikation.

Marques étrangères de fabrique et de commerce.

Enregistrement effectué par le Bureau fédéral des marques:

Le 31 mars 1885, à six heures après-midi.
No 635.

Société des fumivores Orvis,
Paris.



Appareils dits „Fumivores Orvis“.

**Einnahmen der Zollverwaltung in den Jahren 1884 und 1885
Recettes de l'administration des péages dans les années 1884 et 1885**

Monate Mois	1884		1885		1885			
	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.	Mehreinnahme Augmentation		Mindereinnahme Diminution	
Januar <i>Janv.</i>	1,518,781	21	1,300,801	23	—	—	217,979	98
Febr. <i>Févr.</i>	1,703,807	65	1,521,364	36	—	—	182,443	29
März <i>Mars</i>	1,844,724	16	1,894,171	—	49,446	84	—	—
April <i>Avril</i>	1,762,831	26	—	—	—	—	—	—
Mai <i>Mai</i>	1,759,160	32	—	—	—	—	—	—
Juni <i>Juin</i>	1,613,660	09	—	—	—	—	—	—
Juli <i>Juillet</i>	1,540,827	27	—	—	—	—	—	—
August <i>Août</i>	1,508,220	29	—	—	—	—	—	—
Sept. <i>Sept.</i>	1,706,467	16	—	—	—	—	—	—
Oktober <i>Octobre</i>	1,874,058	95	—	—	—	—	—	—
Nov. <i>Nov.</i>	1,925,770	64	—	—	—	—	—	—
Dez. <i>Déc.</i>	2,728,268	59	—	—	—	—	—	—
Total	21,486,577	59	—	—	—	—	—	—
auf Ende März à fin mars	5,067,313	02	4,716,336	59	—	—	350,976	43

**Bericht des schweizerischen Vizekonsuls in Manila,
Herrn E. Sprüngli, pro 1884.**

(Konsulat für die Philippinen.)

(Schluß.)

Einfuhr und Ausfuhr. Wie schon wiederholt in früheren Berichten angedeutet worden, ist es unmöglich, über die Einfuhr aus der Schweiz annähernd richtige Angaben zu machen, da die hiesige Zollbehörde keinerlei Statistik darüber führt. Die offiziellen Angaben über Einfuhr und Ausfuhr im Jahre 1884 werden erst gegen Ende 1885 erscheinen, dagegen steht mir die Statistik von 1883 zur Verfügung. Es wurden in diesem Jahre importirt:

An Baumwollgeweben 7,529,992 \$, an Seidenwaaren 770,366 \$, an Hanf- und Leinengeweben 480,578 \$, an Wollenwaaren 279,656 \$.

Eine vergleichende Zusammenstellung des gesammten Imports und Exports in der Periode 1874—1883 ergibt folgende Daten:

Jahr	Importationswerth	Exportationswerth	Jahr	Importationswerth	Exportationswerth
1874	\$ 13,704,254	\$ 23,522,529	1879	\$ 18,061,547	\$ 18,813,452
1875	12,215,153	17,302,377	1880	23,435,310	23,450,285
1876	11,987,162	18,920,475	1881	21,777,211	27,579,007
1877	19,535,864	14,837,796	1882	21,260,765	20,673,334
1878	17,292,347	17,470,805	1883	21,308,002	26,380,727

Tabak. Die Fabrikation von Cigarren und der Handel mit Blättertabak befindet sich nun ausschließlich in Privathänden; die Regierung hat den Rest ihres noch von Zeiten des Monopols herstammenden Vorrathes vor Kurzem verkauft. Im Allgemeinen haben sich die bei Freigebung des Tabakes gehegten großen Hoffnungen zur Stunde noch nicht erfüllt. Eine große Zahl der im ersten Eifer etablirten Cigarrenfabriken ist wieder vom Schauplatze verschwunden; einige wenige Etablissements dagegen, theilweise unter der Führung von Fremden stehend, prosperiren sehr gut, da sie von Anfang an verstanden, sich durch gute und reelle Fabrikate ein dauerndes Renommé zu erwerben.

Von Wichtigkeit für das hiesige Tabakgeschäft ist der jüngste Beschluß der spanischen Regierung, ihren Bedarf von Blättertabak in Zukunft nur noch aus den eigenen Kolonien: Philippinen und Habana, zu decken. Die Ankauf großer Quantitäten Blättertabak seitens des Gouvernements und der in Folge dessen zu erwartende Hausse der Preise würden zweifelsohne eine Ausdehnung der Tabakskultur mit sich bringen.

Zölle. Dieselben haben im verflossenen Jahre keine wesentliche Aenderung erlitten. Der, im jüngsten Berichte erwähnte, neue Zolltarif ist vom spanischen Gouvernement noch nicht gutgeheißen worden, und dürfte für's Erste keine Neuerung zu erwarten sein, da die zur Deckung des durch Aufhebung des Tabakmonopols entstandenen Defizits eingeführte neue Steuer ein weiters besseres Resultat ergeben hat, als man anfänglich erwartete.

Das vor einigen Jahren in Kraft getretene Steuergesetz, laut welchem kaufmännische Genossenschaften 5 % vom Nettobenefiz an den Staat abgeben mußten, ist insofern modifizirt worden, als diese Steuer nur noch bei Aktienunternehmungen, wie: Banken, Assekuranzgesellschaften etc. erhoben wird. Die von fremden und spanischen Häusern bereits bezahlten Quoten sind von der Regierung in loyaler Weise wieder zurückvergütet worden.

Verkehrswege. Der direkte Postverkehr zwischen Spanien und hier wird seit einigen Monaten durch die Dampfer der Compañia Transatlantica vermittelt, welche regelmäßig jeden Monat ab Liverpool via Barcelona fahren. Der Versuch, einen 14tägigen Postdienst zu etabliren, ist aus Mangel an genügendem Alimient wieder aufgegeben worden. Seit einiger Zeit ist eine englische Konkurrenzlinie — Sirapline — mit Ausgangspunkt in Antwerpen (via Liverpool) entstanden, welche regelmäßige monatliche Fahrten macht und auch in Iloilo anläuft.

Die rascheste, aber auch theuerste, Speditionsroute für Güter aus der Schweiz ist diejenige via Marseille per Messageries Maritimes mit Umladung in Hongkong. Ferner nehmen folgende Linien Waaren in Durchfracht nach hier:

Peninsular & Oriental S. N. C. ab Antwerpen und London; der Oesterreichisch-Ungarische Lloyd ab Triest; Rubattino's Linie ab Genua; Holt's Linie ab Liverpool und Deutsche Dampfschiffs-Rhederei ab Hamburg.

Die den Postverkehr zwischen hier und Singapore mit Anschluß an die französische Mail vermittelnde spanische Zwischenlinie läßt ihre Dampfer wieder regelmäßig alle 14 Tage laufen; dieselbe ist indessen nur für eine monatliche Reise subventionirt und steht zu befürchten, daß früher oder später durch Ausfall der zweiten Fahrt wieder höchst unangenehme Störungen im Postverkehr eintreten dürften. Neben den, jeden ersten des Monats ab hier via Singapore segelnden Dampfern der Compañia Transatlantica besteht eine ziemlich regelmäßige wöchentliche Verbindung mit Hongkong.

Eisenbahnen. Das seit langen Jahren im Studium befindliche Projekt einer Linie Manila-Dagupan ist von der Regierung schließlich gutgeheißen worden und die Konzession vor einigen Monaten sowohl hier als in Madrid zur öffentlichen Ausschreibung gelangt.

Banken. Das Hauptgeschäft liegt nach wie vor in den Händen der Chartered Bank of India, Australia & China und der Hongkong & Shanghai Banking Corporation, welche beide Filialen in Iloilo besitzen. Die spanische Bank (Banco español-filipino) beschäftigt sich ausschließlich nur mit Discontogeschäften. Dieses Institut bezahlte seinen Aktionären im verflossenen Jahre 13 3/4 % Dividende.

Das Projekt, eine Disconto-Bank in Iloilo zu gründen, ist wegen Mangel an Btheiligung nicht zu Stande gekommen. Der offizielle Zinsfuß ist 8 % p. a.

Kurs e. Das verflossene Jahr weist leider eine successive Verschlechterung der Raten auf; den höchsten Stand erreichten dieselben im Juli mit 3/10 1/2 d. (= 46 1/2 pence) und den niedrigsten im April mit 3/8 1/2 d. (= 44 1/2 pence) pr. spanischen Dollar für 4 Monat Sicht Papiere.

Gold-Dollars sind vollständig aus dem Lande verschwunden; ebenso hat fatalerweise der Silberexport in Folge der außergewöhnlich niedrigen Kurse geradezu beunruhigende Dimensionen angenommen. Im Laufe 1884 wurden zirka 3'600,000 \$ Silber (gegen Einfuhr von nur 74,828 \$) ausgeführt, welche zusammen mit den ebenfalls dem Verkehre entzogenen Summen für die projektirten Hafengebäuden wohl nahezu ein Dritteltheil des gesammten, in den Philippinen befindlichen flüssigen Geldes betragen dürften.

Münzen, Maasse und Gewichte. 1 Dollar = 100 cents (nominaler Werth 5 Fr.); nach alter Rechnung: 1 Dollar = 8 Reales à 20 Cuartos. Es kursiren fast ausschließlich mexikanische Dollars mit Gepräge nach 1877, und was für den Verkehr sehr schleppend ist, eine Menge Kleingeld: 10, 20 und 50 Centsstücke. Spanische Dollars sind zum größten Theil wieder exportirt worden.

Im Waarenverkehr ist die englische Yard = 0,914 m und die spanische Nara = 0,835 m gebräuchlich.

Hohlmaaß für Reis etc. ist der Cavan = 98,28 litres.

Die im Großverkehr geltenden Gewichte sind:

1 Pikul	= 137 1/2 lbs	spanisch	= 63 1/4 kg
1 Quintal	= 100 »	»	= 46 »
1 Arroba	= 25 »	»	= 11 1/2 »

Versicherungswesen. Die Zahl der hier vertretenen schweizerischen Versicherungsgesellschaften ist unverändert geblieben. Es haben Agenturen:

Für Feuerversicherung: «Helvetia» Schweiz. Feuerversicherungsgesellschaft in St. Gallen.

Für Seeversicherung: Schweizerische Transport-Versicherungsgesellschaft in Zürich; Eidgenössische Transport-Versicherungsgesellschaft in Zürich; Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft «Helvetia» in St. Gallen; «La Bâloise» Transport-Versicherungsgesellschaft in Basel; «Neuchâteloise» Société Suisse d'assurances des risques de transport, Neuchâtel; Nouveau Lloyd Suisse, Société d'assurances de transport, Winterthur.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Kleingewerbe. Das eidg. Handels- und Landwirthschaftsdepartement hat an den Vorort des schweiz. Gewerbevereins in Luzern folgendes Schreiben gerichtet:

Die gewerbliche Enquête, welche in den Jahren 1882 auf 1883 vorgenommen worden ist, hat vorläufig zu dem Dekret vom 27. Juli 1884 betreffend die gewerbliche und industrielle Berufsbildung geführt und es unterliegt jetzt schon kaum einem Zweifel mehr, daß dasselbe die besten Früchte tragen wird.

Die Bundesbehörde wird successive den andern gewerblichen Fragen, welche bei jener Enquête geltend gemacht worden sind, näher treten und vorab einer genaueren Untersuchung unterwerfen, was ferner im Interesse unserer Arbeiterbevölkerung zu thun ist. Es handelt sich dabei namentlich auch um die Verhältnisse der Handwerksmeister, Gesellen und Lehrlinge. Die Eingaben, welche anlässlich der gewerblichen Enquête gemacht worden sind, machen in dieser Beziehung auf eine Reihe von Uebelständen aufmerksam. Wir möchten nun die Verhältnisse genau konstatiren, um sodann auf Grundlage des Ergebnisses zu prüfen, was von Bundeswegen gethan werden kann, um jene zu verbessern.

Bei dieser Arbeit bedürfen wir Ihrer gefälligen Mitwirkung, mit der Sie uns, wie wir wissen, gerne beistehen. Daß Sie dabei Ihre sämtlichen Sektionen zu Rathe ziehen, betrachten wir als selbstverständlich.

Wir möchten Sie demnach ersuchen, in Bezug auf die berührten Verhältnisse eingehende Erhebungen zu machen, das Ergebnis derselben in einem detaillirten Bericht darzustellen und demselben Ihre motivirten Vorschläge beizufügen.

Für diese Untersuchung und Berichterstattung wollen wir keine Frist festsetzen; wohl aber müssen wir bemerken, daß, je eher die Arbeit uns eingesendet wird, um so lieber es uns im Hinblick auf die Dringlichkeit der Frage sein muß.

Wir wollen Ihnen auch kein bindendes Fragenschema für die Untersuchung vorschreiben, indem dasselbe, wegen der Vielgestaltigkeit des Handwerkes und seiner Verhältnisse kaum als genügend und erschöpfend erscheinen möchte. Wir beschränken uns darauf, in Bezug auf die Untersuchung einige Andeutungen zu machen, die je nach den Verhältnissen zu erweitern wären, was wir der Einsicht des Handwerkerstandes wohl glauben überlassen zu dürfen.

1) **Lehrlingswesen.** In welchem Alter beginnt und wie lange dauert in der Regel bei den verschiedenen Handwerken die Lehrzeit?

Gibt es bei den verschiedenen Handwerken eine allgemeine Regel, und welche, betreffend die Zahl von Lehrlingen eines einzelnen Meisters?

Haben die Lehrlinge beim Meister Kost und Wohnung oder anderswo und ist im einen gegenüber dem andern Falle ein Unterschied in der Lehrzeit und welcher?

Wie verhält es sich mit der Überwachung der Lehrlinge in den Freistunden?

Wie verhält es sich mit der Pflege der Lehrlinge in Krankheits- und in Unfällen; enthalten die Lehrverträge in der Regel Bestimmungen hierüber und welche?

Wie verhält es sich mit der Schulbildung der in die Lehre tretenden jungen Leute? Wird von den Lehrmeistern dafür gesorgt, daß die Fortbildungsanstalten, wo solche bestehen, von den Lehrlingen auch besucht und benutzt werden?

Wie verhält es sich mit den Kenntnissen und Fähigkeiten beim Austritt aus der Lehre? Sind dieselben genügend zum Uebertritt in's praktische Leben als Geselle oder Meister?

Findet in den Lehrverträgen eines Handwerkes eine gewisse Uebereinstimmung statt, sind Formulare hierfür angefertigt oder bestehen Uebereinkommen unter den Meistern und welche?
Werden Anstände beim Lehrlingsvertrage durch Schiedsrichter oder durch den Civilrichter und auf dem gewöhnlichen Prozeßwege erledigt?

Aus welchen Gründen kann nach den bestehenden Verträgen von Lehrlinge und seinen Eltern oder Vormündern die Annullirung des Lehrvertrages verlangt werden; aus welchen vom Meister?
Welche Uebelstände sind überhaupt mit dem jetzigen Lehrlingswesen verbunden und welche sind die Mittel und Wege zur Beseitigung derselben?

In letzter Beziehung erscheint namentlich als wünschenswerth, daß sich der Handwerkerstand über Handfertigkeitsunterricht, Handwerker- und gewerbliche Fortbildungsanstalten, Ausstellungen von Lehrlingsarbeiten u. s. w. ausspreche.

2) **Gesellen.** Welches ist bei den verschiedenen Handwerken der durchschnittliche Lohn der Gesellen per Tag, per Woche, per Monat, und wie oft findet die Auszahlung statt?

Wie verhält es sich mit der Wohnung und Beköstigung der Gesellen? Erhalten dieselben vom Meister Wohnung und Kost, oder in Kosthäusern und zu welchen durchschnittlichen Preisen?

Wie verhält es sich mit der Verpflegung in Krankheits und Unfällen? Sind hierfür besondere Kassen eingeführt oder sind die Gesellen auf sich selbst oder auf die Wohlthätigkeit der Meister angewiesen?

In Bezug auf Erledigung von Anständen zwischen Meister und Geselle durch Schiedsrichter oder den Civilrichter sind die gleichen Erhebungen zu machen wie bei Anständen zwischen Meister und Lehrlingen (vide oben).

Werden von den Gesellen die Fortbildungsanstalten, wo solche bestehen, und in welchem Verhältnis zu der Zahl der Gesellen und zu den verschiedenen Handwerken benutzt?
Wie verhalten sich Fähigkeiten und Kenntnisse der inländischen und ausländischen Gesellen zu einander und welches sind die Gründe der Verschiedenheiten?
Welches sind überhaupt die Uebelstände in Bezug auf die Verhältnisse der Gesellen und welches sind die Mittel und Wege zur Abhilfe?

Fabrikgesetz. Der schweizerische Bundesrath hat soeben folgendes Kreisschreiben an die Kantonsregierungen erlassen:

„Seit längerer Zeit schon schweben, wie Ihnen bekannt, verschiedene in Beziehung zu dem eidgenössischen Fabrikgesetz vom 23. März 1877 stehende Fragen, welche insbesondere eine einheitliche Ausführung jenes Gesetzes betreffen. Die Fabrikinspektoren suchten durch Anstellung von Vorschlägen zur Lösung derselben beizutragen, und unser Handels- und Landwirthschaftsdepartement hat Ihnen letztere mit Kreisschreiben vom 12. Mai vorigen Jahres zur Prüfung und Meinungsäußerung unterbreitet. Wir können mit Genugthuung konstatiren, daß aus den von den Regierungen eingegangenen Berichten ersichtlich ist, wie sehr auch die von den Regierungen zur einheitlichen Ausführung des Fabrikgesetzes günstig gesinnt sind.

Gestützt auf die Vorschläge des Fabrikinspektorats, und in wesentlicher Uebereinstimmung mit den über dieselben von den Kantonsregierungen erstatteten Berichten, haben wir nun folgende Verfügungen getroffen:

1) Hinsichtlich des Charakters von Etablissements, in welchen die Arbeiter beim Arbeitgeber Kost und Logis haben: „Als außerhalb ihrer Wohnung beschäftigt sind die Arbeiter derjenigen industriellen Etablissements zu betrachten, deren Arbeit sich in speziellen Arbeitsräumen und nicht in den Wohnräumen der Familie selbst oder ausschließlich durch Familiengenossen vollzieht.“

Bisher herrschte stets Meinungsverschiedenheit darüber, wie der in Art. 1 des Fabrikgesetzes enthaltene Begriff: „Arbeiter außerhalb ihrer Wohnungen“ dann zu verstehen sei, wenn die Arbeiter in Kost und Logis bei dem Arbeitgeber stehen. Wir fühlen uns daher veranlaßt, in dieser Hinsicht eine Interpretation zu geben, und erklären nun mit obiger Schlußnahme, daß alle diejenigen als Arbeiter außerhalb ihrer Wohnung arbeitend anzusehen sind, die nicht in den gleichen Räumen arbeiten, in welchen sie wohnen. Denn der Arbeiter, der zwar Wohnung und Kost von seinem Arbeitgeber erhält, aber ohne weitergehende Verpflichtung des Letztern und ohne daß der Arbeiter in einer eigent-

lichen Gemeinsamkeit des Lebens mit dem Prinzipale steht, oder wo es ihm selbst freigestellt ist, ob er sich Letztern in Pension geben oder selbst verpflegen will, kann nicht als zur Familie gehörend angesehen werden. Auch kann bei einem solchen Arbeiter nicht davon gesprochen werden, daß er „in seiner Wohnung“ beschäftigt sei, denn mit dem ersten Schritt aus seinem Schlafgemach verläßt er jene und kommt in fremden Raum.

Den etwaigen Befürchtungen gegenüber, als ob wir durch obigen Beschluß jede Werkstätte dem Fabrikgesetz zu unterstellen beabsichtigen, ist zu bemerken, daß der gleichen Etablissements nach bisherigem Usus erst bei mehr als 25 Arbeitern oder beim Betrieb mit Motoren als Fabrik erklärt werden.

2) **Betreffend ganze oder theilweise Unterstellung eines Etablissements unter das Fabrikgesetz:** „Zu einem dem Gesetz unterstellten oder zu unterstellenden Etablissement gehören alle Theile desselben, in welchen Arbeiten behufs Herstellung des oder der Fabrikate (inbegriffen Nebenprodukte) bis zu ihrer Fertigstellung zum Transport vorgenommen werden, wobei nicht in Betracht kommt, ob dies in einer oder mehreren zu denselben Betrieben gehörenden Räumlichkeiten geschieht.“

Mit dieser Bestimmung bezwecken wir, daß eine Fabrik als Ganzes aufgefaßt werde, resp. zu verhindern, daß sich die größten Geschäfte in kleine Theile auflösen, um nicht in die Fabrikliste aufgenommen werden zu können.

Den letzten Theil der Bestimmung fügten wir bei, weil eine frühere, speziell die Stickereien betreffende Entscheidung (s. Bundesblatt 1884, II, 147):

„daß eine Fabrik im Sinne des Gesetzes vorhanden sei, wo drei oder mehr Stickmaschinen in einem Lokal sich befinden, gleichviel, ob sie einem oder mehreren Besitzern gehören (siehe noch Kreisschreiben des Bundesrathes vom 6. Januar 1882, Bundesbl. 1882 I, 11)“

nicht genügt, um Umgehungen des Gesetzes zu verhindern, indem dem Worte „Lokal“ die Bedeutung „Zimmer“ gegeben und die Ansicht verfochten wurde, daß allerdings Zimmer, wo mehr als zwei (Stick-) Maschinen betrieben werden, als Fabrik zu betrachten seien, während dagegen Geschäfte mit mehreren, wenn auch nur durch einfache Zwischenwänden getrennten Zimmern, wovon jedes zwei Maschinen enthalte, nicht unter das Gesetz fallen. Würde man eine solche Interpretation gestatten, so wäre damit wieder dem alten Zustande gerufen, und der Unterstellung unter das Fabrikgesetz könnten sich die Fabrikanten durch verschiedene Manipulationen entziehen.

3) **Behufs Unterstellung der polygraphischen Gewerbe insgesamt unter das Fabrikgesetz:** „Alle Anstalten für polygraphische Gewerbe mit mehr als 5 Arbeitern sind dem Fabrikgesetz zu unterstellen (vorbehalten bleibt selbstverständlich die Verfügung sub Nr. 1).“

Die verschiedenen Zweige der polygraphischen Betriebe finden sich sehr häufig vereinigt (z. B. Lithographie und Buchdruckerei). Dabei arbeiten darin oft die nämlichen Arbeiter, bald mit diesem bald mit jenem Arbeitszweige beschäftigt. In solchen Fällen ist aber eine richtige Handhabung des Fabrikgesetzes in Buchdruckereien (welche bis jetzt einzig dem Gesetze unterstellt wurden, die Lithographien nicht) entweder unmöglich gemacht oder anstößig wegen ungleicher Behandlung der verschiedenen Arbeiter. Die Möglichkeit der Verletzungen und Gesundheitsschädigungen hingegen ist bei sämtlichen polygraphischen Berufsgruppen vorhanden.

In unserm Beschlusse sehen wir für die Unterstellung der fraglichen Anstalten vom Vorhandensein von Motoren in denselben ganz ab. Hiefür war bei den Lithographen der Umstand bestimmend, daß sie Gifte verwenden und oft Kinder beschäftigen. Wir halten dafür, dies motivire genügend unsere Bestimmung gegenüber den Lithographen und verwandten Zweigen. Richtiger schien uns aber noch, dieselbe auf alle polygraphischen Gewerbe auszudehnen. Denn auch in Buchdruckereien arbeiten Kinder und Frauen, die nach bisheriger Uebung oft zur Nachtarbeit verwendet wurden, und die giftige Einwirkung des Bleies kann sich hier ebenfalls geltend machen. Zudem ist es gegenüber den kleineren Buchdruckereien mit Motoren unbillig, wenn mehrfach größere ohne Motor sich dem Fabrikgesetz nicht zu unterziehen hätten. Es mag noch erwähnt werden, daß die Zahl der Buchdruckereien ohne Motor, aber mit mehr als fünf Arbeitern, eine nicht gar große ist.

4) **Betreffend den amtlichen Altersausweis für Arbeiter unter 18 Jahren:** „Kein jugendlicher Arbeiter unter 18 Jahren darf zur Arbeit in der Fabrik zugelassen werden, bevor er einen amtlichen Ausweis über das zurückgelegte 14. Altersjahr beigebracht hat. Der Ausweis oder eine beglaubigte Kopie davon ist auf dem Fabrikbureau vor amtlichen Einsicht bereit zu halten.“

Die Erfahrung hat bewiesen, daß jede Art außeramtlicher Altersausweise unzuverlässig ist. Die Arbeitgeber selbst, Bestrafung wegen unbewußt zu jung angemommener Arbeiter fürchtend, wünschen amtliche Ausweise, aber scheuen sich oft aus verschiedenen Gründen, diese Forderung aufzustellen. Bei Nachtarbeit, die ja nur Leuten über 18 Jahren gestattet ist, wissen sie auch oft nicht genau, wer dazu berechtigt ist. Dem Allem glauben wir durch unsern Beschluß abzuweichen. Dagegen sollte die Beschaffung des Ausweises für den Arbeiter mit keinen Kosten verbunden sein, und wir sprechen daher den angelegentlichsten Wunsch aus, daß Sie bei Ausführung obiger Bestimmung die Gratisverfolgung der in Frage kommenden Scheine ermöglichen möchten.

5) **Betreffend die Ertheilung von Ueberzeitbewilligungen:**
a. Nur schriftlich ertheilte und den lokalen Aufsichtsbehörden mitgetheilte, auf eine bestimmte Zeitdauer und bestimmte Tagesstunden lautende Bewilligungen zur Verlängerung der Normalarbeitszeit sind gültig. Dieselben sind den Arbeitern durch Anschlag in der Fabrik zur Kenntniß zu bringen.
b. Es ist die Lokalbehörden ihrerseits nicht gestattet, in der Weise Bewilligungen zu ertheilen, daß durch deren unmittelbare oder periodisch folgende Wiederholung die Kompetenz der Kantonsregierung (Art. 11, Al. 4) umgangen wird.

Ueberzeitbewilligungen werden häufig von nicht kompetenten Personen, in ungesetzlicher Weise, oder ohne Vorwissen der Amtstellen, denen die Aufsicht über die Innehaltung der Arbeitszeit obliegt, ertheilt. Dazu kommt, daß die ausschließliche Berechtigung der Kantonsregierungen, Ueberzeitbewilligungen für mehr als zwei Wochen zu ertheilen, von Lokalbehörden in der Weise usurpirt wurde, daß diese ihre Bewilligungen in kurzen Zwischenräumen repetirten. Solchen Ungesetzlichkeiten soll durch obige Vorschriften vorgebeugt werden.

Wir fügen bei, daß die Mittheilung aller Bewilligungen für Verlängerung der Arbeitszeit, auch die der Lokalbehörden, an die Fabrikinspektoren sehr wünschenswerth ist, indem sie letztern ihr Amt bedeutend erleichtert. Die meisten Kantone haben übrigens dieses sehr zweckmäßige Verfahren schon eingeführt.

Bei diesem Anlaß machen wir auf den Mißbrauch aufmerksam, der in den zu weit getriebenen Bewilligungen zur Verlängerung der Arbeitszeit besteht. Letztere darf nach dem Gesetze nur „ausnahmsweise oder vorübergehend“ verlängert werden; es sind aber Beispiele vorhanden, bei welchen dieser Zustand faktisch zur Regel wurde. Eine solche Mißachtung des Gesetzes ist unbedingt zu rügen, und wir müssen mit allem Nachdruck verlangen, daß seine Intention gewissenhaft erfüllt werde.

Es mag hier, da auch hierüber falsche Auffassungen vorkommen, noch darauf hingewiesen werden, daß weibliche, sowie junge Personen unter 18 Jahren nach 8 Uhr Abends in den Fabriken nicht beschäftigt, resp. daß auf sie die Arbeitszeit über diesen Zeitpunkt hinaus nicht ausgedehnt werden darf, indem dies gemäß den Artikeln 15, Al. 1, 16, Al. 3, und 11, Al. 1, des Fabrikgesetzes unzulässig ist.

6) **Betreffend Dampfkeessuntersuchung:**
Die Fabrikbesitzer, welche nicht dem Verein schweizerischer Dampfkeessuntersucher angehören, haben dafür zu sorgen und den Ausweis zu leisten, daß ihre Dampfkeess mindestens jährlich einmal von Personen, die von den kantonalen Regierungen als hiefür kompetent erklärt worden sind, untersucht worden seien.“

Am häufigsten werden diejenigen Dampfkeess nicht untersucht, welche die größten Gefahren darbieten. Manche Kantone haben diesen bedenklichen Umstand dadurch zu vermeiden gesucht, daß sie spezielle Verordnungen über die Dampfkeess erließen oder ausnahmsweise für einzelne derselben periodische Untersuchungen vorschrieben. An andern Orten geschah nichts und es bestehen große Gefahren fort. Im Hinblick darauf halten wir eine allgemeine Vorschrift nach dieser Richtung für vollkommen gerechtfertigt.

7) Ein großer Theil der Kantone hat schon für die Fabriken, in welchen Frauen arbeiten, eine spezielle Wöchnerinnenliste, in welcher das Datum jedes wegen bevorstehender Niederkunft erfolgenden Fabrikaustritts, und wenn der Wiedereintritt stattfindet, das von der Hebamme, dem Arzt oder Zivilstandsamt bescheinigte Datum der Niederkunft, sowie dasjenige des Wiedereintritts eingetragen wird, eingeführt, wohl einsehend, daß ohne eine solche Aufzeichnung über Austritt, Niederkunft und Eintritt der Wöchnerinnen die Kontrolle über den Wöchnerinnenauslaß (Artikel 15 des Gesetzes) nicht möglich ist und der humane Zweck des Gesetzes, welcher für das Kind ebenso sehr als für die Mutter sorgen wollte, nicht erreicht werden kann. Das Niederkunftsdatum kann ohne Mühe und Kosten festgestellt werden, wenn die Hebamme oder auch der Arzt der Wöchnerin ein Zeugniß zu verabfolgen haben. Ohne ein solches kann die Richtigkeit der innegehaltenen Fristen nicht beurtheilt werden.

Wir empfehlen denjenigen Kantonen, in welchen es noch nicht geschehen ist, die Einführung dieses Systems.

8) Betreffend den Aufenthalt von Kindern unter 14 Jahren in Fabriken, welcher vielfach in zu ausgedehntem Maße stattfindet und sogar durch Anhalten solcher Kinder zur Fabrikarbeit mißbraucht wird, empfehlen wir Ihnen, daß Sie darauf bedacht sein möchten, diesen Uebelständen so viel wie möglich entgegen zu treten. Die Erreichung eines günstigen Zieles in dieser Richtung wäre im Interesse der Gesundheit und Moral jener Kinder sehr wünschbar.

Wir hoffen, daß diese Erörterungen dazu beitragen, eine nach allen Seiten befriedigende Ausführung des Gesetzes zu sichern.*

Ausfuhr aus den Konsularkreisen Basel, Bern und Horgen nach den Vereinigten Staaten von Nordamerika im I. Quartal 1885.

a. **Basel** (incl. Chaux-de-Fonds). Seidenbänder 1'680,676 Fr. (1884: 3'913,246; 1883: 3'130,342); Uhren und Uhrentheile 597,293 Fr. (1884: 1'674,752; 1883: 2'090,348); Anilinfarben 142,184 Fr. (1884: 130,724; 1883: 108,289); Farbstoffe und Chemikalien 58,801 Fr.; Absinth 32,508 Fr.; gesalzene Häute 20,975 Fr.; Strohflechte etc. 17,732 Fr. (1884: 22,615; 1883: 29,762); Zeichen-Instrumente 7631 Fr.; Photographie-Instrumente 6192 Fr.; Kirschwasser 5500 Fr.; Weinstein 4143 Fr.; Verschiedenes 8660 Fr. Total 2'582,300 Fr. gegen 6'021,094 Fr. im ersten Quartal 1884 und 5'827,615 Fr. im ersten Quartal 1883. Minusdifferenz gegen 1884: 3'438,794 Fr., gegen 1883: 3'245,315 Fr.

b. **Bern**. Käse 642,401 Fr. (1884: 729,138 Fr.); Stroh- und Baumwollwaren 209,255 Fr. (1884: 285,221 Fr.); Seidenstoffe 123,919 Fr. (1884: 232,753 Fr.); Uhrenbestandtheile 13,777 Fr. (1884: 11,541 Fr.); Holzschnitzwaren 7266 Fr.; Verschiedenes 2105 Fr. (1884: 2024 Fr.). Total im ersten Quartal 1885: 998,725 Fr., gegen 1'282,708 Fr. im gleichen Zeitraum 1884 = Minusdifferenz von 283,983 Fr.

c. **Horgen**. Seide und Seidenwaren 3'117,553 Fr. (1884: 3'841,895 Fr.), wovon Beuteltuch 34,354 Fr. (1884: 26,736 Fr.); Wein und Branntwein 1401 Fr. (1884: 2157 Fr.); Artikel für den katholischen Kultus 67,283 Fr. (1884: 67,481 Fr.); Verschiedenes 114,879 Fr. (1884: 143,071 Fr.). Total erstes Quartal 1885: 3'301,116 Fr., gegen 4'054,604 Fr. im gleichen Zeitraum 1884 = Minusdifferenz von 753,488 Fr.

Exportation des districts consulaires de Bâle, Berne et Horgen à destination des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, pendant le premier trimestre 1885.

a. **Bâle** (y compris l'agence de la Chaux-de-Fonds). Rubans de coton 1'680,676 fr. (1884: 3'913,246; 1883: 3'130,342); horlogerie 597,293 fr. (1884: 1'674,752; 1883: 2'090,348); couleurs d'aniline 142,184 fr. (1884: 130,724; 1883: 108,289); matières tinctoriales et chimiques 58,801 fr.; absinthe 32,508 fr.; peaux salées 20,975 fr.; tresses de paille, etc., 17,732 fr. (1884: 22,615; 1883: 29,762); instruments de dessin 7631 fr.; instruments photographiques 6192 fr.; eau-de-cerises 5500 fr.; tartre 4143 fr.; divers 8660 fr. Total 2'582,300 fr. (1884: 6'021,094 fr.; 1883: 5'827,615 fr.), soit une diminution de 3'438,794 fr. resp. de 3'245,315 fr.

b. **Berne**. Fromage 642,401 fr. (1884: 729,138 fr.); ouvrages en paille et en coton 209,255 fr. (1884: 285,221 fr.); soieries 123,919 fr. (1884: 232,753 fr.); horlogerie 13,777 fr. (1884: 11,541 fr.); sculptures sur bois 7266 fr.; divers 2105 fr. (1884: 2024 fr.). Total 998,725 fr. (1884: 1'282,708 fr.), soit une diminution de 283,983 fr. en 1885.

c. **Horgen**. Soie et soieries 3'117,553 fr., dont étamine 34,354 fr. (1884: 3'841,895 fr., dont étamine 26,736 fr.); vin et eau-de-vie 1401 fr. (1884: 2157 fr.); articles pour le culte catholique 67,283 fr. (1884: 67,481 fr.); divers 114,879 fr. (1884: 143,071 fr.). Total 3'301,116 fr. contre 4'054,604 fr. en 1884, soit une diminution de 753,488 fr. en 1885.

Handelspolitisches, Handelsverträge, Handelsgesetzgebung. Letzter Tage haben Kammer und Senat von Rumänien ein Gesetz votirt, wonach bis zur Promulgation eines neuen Generaltarifs der autonome Zolltarif vom 16. Mai 1876 am 1. Juli 1885 für alle Waaren in Kraft tritt, die aus Ländern kommen, welche mit Rumänien in keinem Handelsvertragsverhältnis stehen. Es sind dies Frankreich, die Türkei und Serbien. Die Regierung ist ermächtigt, die Werthzölle durch Gewichtszölle zu ersetzen und die Taxen des autonomen Tarifs bis auf 50 % des Werthes der Waaren zu erhöhen. Der Werth wird durch eine Schätzungskommission des Finanzministeriums festgesetzt. Die Promulgation dieses Gesetzes wird täglich erwartet.

Der schweizerische Vertrag mit Rumänien dauert noch bis zum 13. Januar 1886, der österreichische, auf dem die meisten gegenwärtig gültigen, rumänischen Konventionen beruhen, bis 1. Juli gleichen Jahres; der englische, belgische, holländische und deutsche Vertrag laufen hingegen erst 1890 (England) und 1891 (Belgien, Deutschland, Holland) ab. Da im deutschen Vertrag fast sämtliche rumänischen Zölle gebunden sind, werden Belgien, Deutschland, England und Holland vom nächsten Jahre an bedeutende Vortheile vor denjenigen Staaten genießen, deren Verträge im Ablauf begriffen sind, wenn es diesen nicht gelingt, ein neues Vertragsverhältnis auf bisheriger Grundlage zu erzielen.

Rumänien sucht möglichst freie Hand für Festsetzung seiner Zölle zu bekommen und durch Zollprotektion Industrien in's Land zu ziehen. Bemühungen von Seiten Frankreichs, für französische Waaren auch nach dem Inkrafttreten des autonomen Tarifs (1. Juli 1885) die gleichen Vortheile auszuwirken, welche die Waaren aus Vertragsländern genießen, sollen deshalb bis jetzt erfolglos geblieben sein.

Horlogerie et bijouterie. Le *Moniteur de la bijouterie* publie les renseignements suivants:

Portugal (Consulat de France à Lisbonne). *Bijouterie.* — La préférence va aux articles d'apparence et à bon marché. Aussi, pour obtenir ce résultat contre les produits de fabrication parisienne, trop délicats et trop chers, cinq ou six marchands en gros font acheter les modèles qui sortent de Paris et les envoient immédiatement en Allemagne pour y être fabriqués avec des différences de prix qui atteignent jusqu'à 25 et 30 p. c. en moins des prix français. A Lisbonne et à Porto, on fabrique déjà beaucoup le bijou national, grosses pièces très apparentes en creux (principalement: croix, coeurs et chaînes en or) portées surtout par les femmes du peuple. On y fait aussi la maille pour bourses et le filigrane, en argent.

Bijoutiers: A. A. Correa et C^e, rua do Ouro, 89-91; Barboza et C^e, rua do Ouro, 95-97; Boni et C^e, rua do Ouro, 203; Cunha et Irmao, rua do Ouro, 199; Guilherme Bureau, rua do Ouro, 151; J.-V. Canongia, rua do Ouro, 245-247; Leitao et Irmao (fabricants), praça do Loreto, 15-16; Mourao et Irmao, rua Garrett, 25-27; Alfredo Merêa, rua do Ouro, 265; Bello et C^e, rua do Ouro, 107.

Horlogerie. — Les articles français, ceux de Besançon surtout, sont à des prix trop élevés. Actuellement, c'est l'horlogerie suisse qui a la préférence.

Horlogers: Augusto Cesar Corrêa, travessa, S.-Domingos, 30-34; Ant^o João Cardoso Junior, rua do Ouro, 237; F^{co} Cesar Batalha, rua do Ouro, 252; G. Bureau et C^e, rua do Ouro, 152; J. Maury, rua do Ouro, 202-204; João Jose da Silva, rua do Ouro, 133; Jose Schrupp, rua do Prata, 106; M. Soler, rua do Ouro, 158; Hamard, rua Garrett, 32.

Espagne. La montre française ne se vend pas en Espagne; c'est la Suisse qui tient dans ses mains tout le marché espagnol.

On ne vend généralement en Espagne que la montre à savonnette, remontoir, échappement à ancre, 20 et 21 lignes pour la montre en or et de 20 à 24 lignes pour les montres en argent, boîtes hautes et à glace sous cuvette. Les montres de dame sont aussi à savonnette, remontoir, à cylindre et à ancre, de 12 à 15 lignes. Les qualités sont en général très médiocres et même mauvaises aujourd'hui; l'acheteur ne considère que l'extérieur de la montre. On y vend aussi, cependant, de très belles montres en or: chronomètres, chronographes, répétitions, etc.

Les prix sont bas et le marché, en général, assez dangereux pour les fabricants, la procédure espagnole étant complètement inefficace pour garantir les créanciers contre les mauvais débiteurs.

Enfin les boîtes à musique sont passées de mode et les réveils de Paris ont été tués par les américains, qui sont à échappement de montre, plus beaux que les nôtres et pas chers.

Auszüge aus fremden Konsularberichten. — Deutsches

Konsulat in **San Francisco**: Strumpfwaren und Handschuhe werden in bedeutenden Quantitäten aus *Sachsen* eingeführt. Die früher sehr häufige Klage über Nachlässigkeit der betreffenden Fabriken in der Ausführung der übernommenen Aufträge ist viel geringer geworden; die Waare ist im Allgemeinen nach Vorschrift ausgeführt, Aufmachung und Verpackung durchaus befriedigend. Die wohlfeilsten Strumpfsorten werden allerdings nicht mehr von Deutschland importirt; ein amerikanisches Patent, welches die inneren Säume vollkommen beseitigt, steht dem Export im Wege. Dagegen werden die besseren Waaren hier nicht fabrizirt, und räumt man gern ein, daß das deutsche Fabrikat nicht zu übertreffen ist. Deutsche Baumwollsammete finden guten Absatz. Gedruckte Kattunwaaren kommen nur in geringen Quantitäten hierher; der Import anderer Kattunwaaren wird durch die amerikanische Fabrikation vollkommen ausgeschlossen.

Soweit die amerikanische Fabrikation von Gold- und Silberwaaren, Schmucksachen etc. nicht genügt, beziehen die sehr zahlreichen hiesigen Engros-Juweliere noch immer vorzugsweise von Frankreich, angeblich weil das deutsche, besonders das Pförzheimer Fabrikat, vielfach schlecht gearbeitet und in der Form geschmacklos ist. In Verbindung mit diesen Schmucksachen werden von vielen dieser Firmen gleichzeitig Bronzestaturen, Opernaler etc. aus Paris bezogen.

An Materialwaaren importiren die hiesigen Händler Chokoladen, getrocknete und kandirte Früchte, eingemachte Früchte und Gemüse aller Arten, ferner verschiedene Liqueure.

Deutsche Seidenfabrikate werden von hiesigen Importeuren jetzt, anstatt direkt, vielfach von den Agenturen eingekauft, welche die deutschen Fabrikanten in letzterer Zeit in New-York errichtet haben, und die Importeure finden, daß sie in dieser Weise bequemer und auch billiger kaufen können. Krefelder Sammet, Atlas- und Brocatstoffe werden noch direkt importirt und ungemein gelobt. Man findet, daß diese Sammete, bis zu einer Qualität, welche hier etwa 3 $\frac{1}{2}$ pro Yard bringt, besser sind, als im gleichen Preise stehende Sammete von Lyon oder sonstigen Fabriken; die theueren Sorten könnten dagegen mit denen Lyons nicht konkurriren. Seidene und halbseidene Kleiderstoffe scheinen in nur sehr geringem Maße importirt zu werden; dieselben sind angeblich von schlechter Qualität.

Einige hiesige Firmen importiren größere Quantitäten von Spitzen aus Sachsen.

Die Importeure von Stickereien, Stickmaterialien und Strickwolle sind mit diesen Artikeln, welche ausschließlich von Deutschland bezogen werden, sehr zufrieden; in letzterer Zeit auch mit Aufmachung und Verpackung.

Der deutsche Export von Uhren hierher ist gering. Es kommt eine mäßige Quantität goldener Taschenuhren aus einer Dresdener Fabrik hierher. Die amerikanische Uhrenfabrikation, die früher nur überaus plumpe und unansehnliche Artikel lieferte, hat sich zu einer solchen Höhe entwickelt, daß die auswärtige Konkurrenz jetzt einen schweren Stand hat. Einige Schwarzwälder Holzuhrer — etwa 50 Dutzend jährlich — werden hier eingeführt und gefallen sehr.

Articles se vendant au Tonkin. M. le consul suisse à Marseille signale à l'attention du département fédéral du commerce les informations suivantes recueillies par le bureau d'informations commerciales institué à Hanoi (Tonkin) et publiées dans le *Journal officiel français*.

«Le satin broché se vend assez couramment sur la place d'Hanoi à la population des lettrés, ainsi que la grenadine et le velours gaufré.

Les cotonnades légères, blanchies et écruës, se vendent en grande quantité à la classe ordinaire pour ses approvisionnements d'hiver. Ces cotonnades, faites d'après les dimensions en usage dans le pays, ont depuis peu la préférence sur les articles similaires anglais.

Les cotonnades très-légères, ainsi que tous les autres tissus de coton aux couleurs vives et variées, se vendent couramment pour couvertures et objets de literie.

Les conserves des meilleures marques, principalement les légumes, sont consommées par les Européens et les indigènes qui commencent à apprécier les conserves provenant de France; il en est de même des liqueurs de France.

Les couvertures, façon japonaise, ainsi que celles en coton rayé couleur et mi-laine, se vendent chez tous les indigènes sans distinction.

La quincaillerie et les fers pour bâtiments de provenance française se vendent couramment et sont appréciés, ainsi que les outils divers.

Les verres à vitres d'Europe sont beaucoup employés.
 Les modèles européens de mobilier, de quincaillerie et de chaussures, ainsi que les tissus d'indienne, pour vêtements de femmes et d'enfants, s'écouleront rapidement.

Une partie de la population d'Hanoi commence à s'habiller à l'euro-péenne; on constate surtout cette tendance chez les domestiques anamites au service des Européens.

En 1883, la valeur des importations au Tonkin ne dépassait pas 4'170,000 fr., dont 829,000 fr. provenaient de la France et de ses colonies. En 1884, pour les six premiers mois seulement, les importations ont été évaluées à 4'320,000 fr., dont 1'241,000 fr. pour la France et ses colonies. La moitié environ de ces dernières importations a consisté en vins, liqueurs et tabac.

Divers. Etranger. L'utilité des voies navigables artificielles fixant à nouveau l'attention et paraissant un moyen d'aider au développement économique général, le gouvernement belge saisit l'occasion de l'exposition d'Anvers pour convoquer, à Bruxelles, un congrès international de navigation intérieure.

**Einfuhr aus der Schweiz in Guatemala 1883/82.
 Importations de Suisse au Guatemala en 1883/82.**

(Nach englischen Konsularberichten. — D'après les rapports consulaires anglais.)

	1883	1882		1883	1882
	\$	\$		\$	\$
Seidengewebe, Seidenbänder und Samt	6,744	7,885	Tissus de soie, rubans de soie, velours	6,744	7,885
Bijouterie, Uhren aller Art.	17,157	29,171	Bijouterie, horlogerie de tout genre	17,157	29,171
Baumwollwaren	52,377	20,974	Articles de coton	52,377	20,974
Total	76,278	58,030	Total	76,278	58,030

Situazione della Banca nazionale nel regno d'Italia.

	10 Marzo	20 Marzo	10 Marzo	20 Marzo
	L.	L.	L.	L.
Moneta metallica	238,496,661	233,755,498	Circolazione	497,055,368
Portafoglio	260,816,935	258,576,312	Conti correnti a vista	38,267,371
Fondi pubblici e titoli diversi	139,102,518	138,646,501	Conti correnti a scadenza	66,005,742
				65,549,038

Ausfuhr aus dem Konsularkreis St. Gallen nach der nordamerikanischen Union im I. Quartal 1885.

Exportation de l'arrondissement consulaire de St-Gall à destination des Etats-Unis de l'Amérique du Nord pendant le 1^{er} trimestre 1885.

Artikel	I. Quartal — 1 ^{er} trimestre					Articles
	1885	1884	1883	1882	1881	
Stickereien.						Broderies.
Mechanische Stickereien auf weiß und farbig Grund	6'962,166	6'649,671	8'600,609	6'014,328	4'690,961	Broderie mécanique sur fond blanc ou de couleur.
Spitzen	1'068,789					Dentelles.
Grobstickerei, Vorhänge etc.	318,597	669,780	304,567	308,562	200,174	Broderie ordinaire, rideaux, etc.
Taschentücher, Schleifen, Kragen u. andere Modeartikel	927,011	769,660	1'484,911	399,108	575,994	Monchoirs de poche, noeuds et autres articles de mode.
Baumwollwaren.						Articles de coton.
Gewobene baumwollene Besatzartikel	44,465	72,319	825,084	228,042	177,066	Bandes et entredeux tissés en coton.
Halbleinene gewobene Besatzartikel und Kleiderstoffe	9,553	17,584			7,803	Bandes et entredeux demi-lin et étoffes pour robes.
Toggenburger Artikel	29,099	38,047	11,140	22,757	18,693	Articles du Toggenburg.
Glatte Musseline	95,072	35,248	36,884	90,451	35,904	Mousseline unie.
Brochirte Musseline und Plattstich	164,738	151,425	554,545	820,893	534,147	Mousseline brochée et à broderie plate.
Seidenwaaren.						Soieries.
Stückwaaren, inkl. Beuteltuch	29,976	136,942	142,869	147,869	160,119	Articles à la pièce et étamine.
Bänder	8,938	4,005	10,299	22,410	23,008	Rubans de soie.
Gestickte Artikel f. Frauenkleider, auf Kaschmir u. Seide	45,513	4,666	240,304	126,389	20,339	Brod ^{tes} sur cachemire ou soie pour vêtements de femme.
Verschiedenes.						Divers.
Eisengarnwaaren	8,193	1,221	11,578	4,060	4,086	Articles de fil glacé.
Edelwaaren, inkl. kondensierte Milch	87	68	4,500	4,651	—	Comestibles et lait condensé
Andere Artikel incl. Stückmaschinen	17,602	11,163	19,884	50,374	35,947	Autres articles, incl. machines à broder.
Total in Franken	9'130,049	8'556,749	11'697,174	8'239,894	6'484,242	Total en francs.

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Zellenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 Cts., die ganze Spaltenbreite 50 Cts.
 Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Schaffhauser Handelsbank.

Wir bringen zur allgemeinen Kenntniß, daß unser Institut in Liquidation getreten ist. Gemäß § 665 des schweiz. Obligationenrechtes ergeht hiemit an unsere Tit. Gläubiger die Aufforderung, ihre Ansprüche innerhalb drei Monaten a dato bei uns anzumelden.

Schaffhausen, den 2. April 1885.

Namens des Verwaltungsrathes
 der Schaffhauser Handelsbank in Liquidation,
 Der Präsident:

Dr. A. v. Waldkirch-Ringk.

Der Direktor:
 Russenberger.

(Sch 206 Q)³

Hypothekarkasse des Kantons Solothurn.

Der Coupon Nr. 15 ab den Aktien unserer Anstalt wird vom 1. April an à 4 1/4 % oder Fr. 21. 25 per Aktie, spesenfrei eingelöst in:

- Aarau** bei der Tit. Aargauischen Bank,
- » » » Aargauischen Kreditanstalt,
- Basel** » Herren Isaac Dreyfus Söhne,
- Bern** » » Tschann-Zeerleder & C^{ie},
- Neuenburg** » » Pury & C^{ie},
- Zürich** » der Tit. Aktiengesellschaft Leu & C^{ie},
- » Herrn C. W. Schläpfer,
- Solothurn** an unserer Kasse.

Solothurn, den 31. März 1885.

Der Direktor:
 L. Niggli.

(S 173 Y)²

**Société Générale Immobilière
 de travaux d'utilité publique et agricole
 in Rom.**

Der per 1. April fällige Semester-Coupon von 5 % Obligationen obiger Gesellschaft wird von diesem Tage an spesen- und steuerfrei mit Fr. 12. 50 an unserer Kasse eingelöst.
 Ebenso sind die per 1. April rückzahlbaren ausgelosten Obligationen bei uns einzuziehen.

Basler Depositen-Bank,
 1 St. Albananlage 1.

(H 1289 Q)²

Toggenburger-Bank in Lichtensteig.

Auszahlung der Dividende.

Die Dividende für das einundzwanzigste Geschäftsjahr (1884) ist von der Generalversammlung auf Fr. 35 per Aktie, gleich 7 % festgesetzt worden.

Die betreffenden Coupons werden vom 31. März an bei unserer Kasse in Lichtensteig, in unserm Comptoir St. Gallen und bei unserer Filiale Rorschach eingelöst.

Im weitem findet die Auszahlung derselben vom 31. März an bis mit 15. April l. J. bei dem Comptoir der Eidgenössischen Bank in Zürich, bei der Bank in Winterthur, bei der Bank in Glarus und bei Herren Zahn & C^{ie} in Basel statt.

Die Coupons (resp. Talons) müssen mit Bordereaux begleitet sein und es werden dagegen an unserer Kasse hier sofort, bei den übrigen bezeichneten Einlösungsstellen einige Tage nach Abgabe, neue Couponsbogen ausgehändigt.

Lichtensteig, den 26. März 1885.
 (O 61 A L)²

Die Bankdirektion.

Henri-Frédéric Vonwiller
 à St-Gall Hinterlauben
 au petit château N° 12

Spécialité d'aiguilles:
 pour machine à broder et à coudre,
 pour machine à tricoter et pour
 d'autre travail manuel
 pour cultivateurs de tabac
 Hameçons
Epingles
 en tous genres et pour entomologistes
Huile
 pour machine à coudre et à tricoter

Advokatur Inkasso
Jean Gomringer
 3 Zürich



Enregistrement de marques de fabrique au bureau fédéral.
F. HOMBERG, graveur, BERNE.
 Gravure artistique et industrielle sur métaux et bois.
 Dessins et clichés pour marques de fabrique.
 Spécialité: Poinçons pour l'horlogerie.

Buchdruckerei
JENT & REINERT in Bern
 übernimmt
 alle vorkommenden Druckerarbeiten.